

Déclaration liminaire et compte-rendu

La déclaration liminaire :

Nous ne pouvons débiter cette CAP sans aborder le contexte politique. En effet, les salariés, retraités et privés d'emploi, comme l'ensemble des citoyens, femmes et hommes, sont appelés à participer à l'élection présidentielle les 22 avril et 6 mai prochains. C'est un rendez-vous important pour l'expression démocratique. À ce titre, la CGT ne saurait être neutre, surtout au regard de la gravité de la situation. Après des décennies de creusement des inégalités, la répartition des richesses doit désormais privilégier les revenus des salariés, des retraités, les minima sociaux et la protection sociale. Elle doit être réorientée vers l'efficacité économique et sociale. La première des insécurités est bien sociale. Elle est aussi la conséquence de choix politiques. Face à la mainmise des marchés financiers sur l'ensemble de l'économie et sur les choix de société, il faut combattre la spéculation, mettre en place des dispositifs pour financer des activités créatrices d'emploi, investir dans une véritable politique industrielle et développer les services publics prenant en compte l'impératif de développement humain durable. Face aux pouvoirs des actionnaires devenus exorbitants, il faut donner plus de droits d'intervention aux salariés dans les entreprises et au-delà. A tous les niveaux, entreprises grandes ou petites, territoires, filières d'activité, État et collectivités ... la démocratie sociale doit être une priorité.

Pour en revenir à la DGFIP, 4 ans après sa création (le 4 avril 2008), la CGT dresse un bilan négatif de la fusion Impôts/Trésor sur les conditions d'exercice des missions d'accueil, de relations avec les collectivités territoriales, de proximité physique du service public et sur les conditions de vie au travail.

Tout en reconnaissant l'ampleur du mécontentement et la persistance de la mobilisation, notamment lors de la journée de grève du 2 février dernier, le Directeur Général et la Ministre du Budget ont refusé l'ouverture de négociations, en particulier sur l'emploi. Philippe Parini entend même lancer de nouvelles restructurations sur le cadastre (CDI/CDIF), les missions patrimoniales (CH, FI, enregistrement), le réseau des trésoreries hospitalières, etc.... Pressé par les échéances électorales et par les rapports (de l'IGF, de la Cour des comptes, du Parlement,...) le DG accélère le pas et lance de nouveaux chantiers, tout en refusant de confronter son bilan à la réalité quotidienne vécue par les agents.

Pour les organisations syndicales, il faut continuer le combat engagé pour l'emploi et sur la plateforme revendicative unitaire, et exiger un bilan contradictoire à la veille de l'anniversaire des 4 ans de la DGFIP.

la suite à télécharger :

fichiers:



[Télécharger dl_et_cr_idiv_avril_201201.pdf](#) (164.2 Ko)

Public: [Archives CAP \(antérieur à 2018\)](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank

